expropriation immobilière seulement. Sous ces circonstances, un autre créancier du défunt prétend qu'à l'époque de la saisie, les meubles étaient en sa possession à titre de gage, et demande, suivant l'article 1969, à être payé sur le prix, par préférence aux autres créanciers, si non, à ce qu'aux termes de l'article 1971, on lui reconnaisse le droit de garder la chose.

Voilà un litige qui met en question la distinction et la nature des biens, les privilèges, les droits de gage, qui soulève une contestation sur la possession, la juridiction des tribunaux, la procédure, les voies d'exécution et de saisie, et intéresse l'ordre public et les droits du souverain. Par quelle loi sera jugée la contention. Par la loi du domicile du prétendant à la succession, ou du moins par celle du domicile du défunt, ou par les lois du Bas-Canada? Il est évident que ce doit être par cette dernière, et la maxime contraire contiendrait une abdication trop flagrante de souveraineté judiciaire, pour même en entretenir la pensée. Il en serait autrement si la contestation était soulevée entre deux étrangers, membres de la même nation qui se disputeraient la succession mobilière. Il ne serait que juste en ce cas que leur litige fut vuïdé par la loi de leur domicile, étant aussi celui du défunt. Ce dernier cas fournit une application de la règle, et le premier de ses exceptions.

5ème règle. La forme des actes est régie par la loi du lieu où ils sont passés. *Locus regit actum.*

Cette maxime est incontestable. L'usage des nations et leurs intérêts réciproques demandent que les contrats passés à l'étranger entre étrangers seuls, ou entre étrangers et regnicoles soient soumis, quant à leur forme extérieure, à la loi du pays où l'on contracte. Cette règle n'aurait t'elle pas été érigée en principe, que les besoins du commerce la feraient prévaloir, en pratique. Autant il vaudrait défendre de contracter à l'étranger, que d'asservir le contrat aux formes du domicile de ceux qui contractent, surtout quand ils appartiennent à des nations différentes.

En effet les formes extérieurs ou probantes ne sont exigées qu'arbitrairement, pour parer à des abus particuliers, satisfaire des besoins spéciaux, et en vue d'un état social qui varie essentiellement